

Paris, le 29 janvier 1919.

VINGT ET UNIÈME SÉANCE.

Le Conseil suprême des Alliés s'est réuni, au Ministère des Affaires étrangères, le 29 janvier 1919, à 15 heures 1/2, sous la présidence de M. Clemenceau.

Assistaient à la séance :

Pour les États-Unis d'Amérique : M. le Président WILSON, M. LANSING.

Pour l'Empire Britannique : M. LLOYD GEORGE, M. BALFOUR, M. le Général BOTHA.

Pour la France : M. CLEMENCEAU, M. PICHON.

Pour l'Italie : M. ORLANDO, M. le Baron SONNINO.

Pour le Japon : M. MATSUI, M. le Baron MAKINO.

Étaient également présents :

MM. DMOWSKI, PILTZ, Délégués de la Pologne.

M. CLEMENCEAU donne la parole à M. Dmowski pour continuer son exposé sur les revendications de la Pologne.

M. DMOWSKI rappelle qu'il a conclu ce matin son exposé en disant que, pour établir les frontières actuelles de la Pologne, on devait prendre pour point de départ les frontières de la Pologne avant le partage de 1772 et faire des rectifications justifiées par des raisons politiques, économiques ou industrielles.

Parmi les territoires perdus par la Pologne, il y en a, en effet, qui ont été germanisés, mais qui n'appartenaient pas originairement à l'Allemagne. Ces territoires sont la Silésie et la partie méridionale de la Prusse orientale.

L'Allemagne a réussi à y établir son influence et sa civilisation par les écoles, par la caserne et parfois même par la peur. Il y a dans ces provinces une partie de la population considérée comme allemande qui est d'origine polonaise.

Les Allemands n'ont pu germaniser ces provinces que par toute une série de lois antipolonaises, et si l'on voulait savoir quelles sont vraiment les frontières naturelles de la Pologne, on pourrait dire que tous les territoires où des lois antipolonaises sont en vigueur sont des territoires polonais.

Il y a là sans doute un problème difficile à résoudre, car la carte ethnographique est très irrégulière. On constate, par exemple, dans la Prusse orientale un îlot allemand à Königsberg qui est complètement séparé de l'Allemagne par des territoires habités par les Polonais. Voudra-t-on priver la Pologne de la bande de territoire qui la relie à la mer pour conserver Königsberg à l'Allemagne? Ou bien faudra-t-il isoler le territoire allemand?

M. CLEMENCEAU demande quelle est la population du district de Königsberg.

M. DMOWSKI répond que cette région est habitée par un million et demi d'Allemands environ.

M. LLOYD GEORGE demande quelle est la population de la Prusse orientale.

M. DMOWSKI répond qu'elle est de 5 millions environ, dont 1,200,000 Polonais dans la partie méridionale.

Il ajoute que l'attribution à la Pologne d'un débouché sur la mer est absolument indispensable pour la préservation de la paix dans l'avenir. Si la côte appartient à une nation et l'intérieur du pays à une autre, il y aura des conflits perpétuels entre les deux voisins.

Ainsi, ou bien cet ilot de 1 million 1/2 d'Allemands sera séparé de l'Allemagne, ou bien la nation polonaise sera exposée dans l'avenir à être séparée de la mer et dans la dépendance économique de l'Allemagne, et exposée, par suite, à des tentatives d'absorption de sa part. La solution du problème exige donc non seulement l'incorporation des territoires où la majorité de la population est polonaise, mais aussi des territoires où le sentiment national polonais est très fort, et il faut se décider à isoler le territoire allemand de Königsberg.

La Pologne ne peut pas être exposée à ce danger dans l'avenir. Elle veut avoir des frontières qui la protègent et qui lui donnent l'accès à la mer Baltique.

En ce qui concerne les frontières de la Pologne à l'Est, les difficultés sont d'un autre ordre.

En 1872, la Pologne s'étendait, à l'Est, jusqu'au Dnieper et à la Dwina, à la suite de l'incorporation de la Lithuanie, qui avait conquis des territoires petits-russiens et grands-russiens.

La population des villes est polonaise, mais une grande partie de la population des campagnes n'est pas polonaise de race et son incorporation à la Pologne créerait de sérieuses difficultés.

La frontière de la Pologne à l'Est doit donc être réduite pour laisser à la Russie les populations non polonaises.

Si l'on se place au point de vue de la Société des Nations, il est bien évident que cette Société, comme toute autre société, n'a de chances de développement que si elle est composée de membres solides, c'est-à-dire de nations bien organisées. Or une nation c'est un groupe d'hommes capables de s'organiser, d'exprimer leurs vues et d'avoir une politique. Or que voit-on dans le groupe oriental : une Russie sous un Gouvernement despotique formé d'une poignée d'hommes. Les mêmes conditions existent sur le territoire à l'Est de la Pologne. La majorité des populations n'ont aucune idée et n'ont pas le moindre sentiment de leur nationalité ni du devoir civique. C'est une poignée d'hommes qui tâche de leur imposer son autorité. Si la Ligue des Nations acceptait comme membres des États tels que la Lithuanie et

l'Ukraine, elle introduirait dans son sein non des États forts, mais une anarchie organisée.

Le monde entier est donc intéressé à avoir dans l'Est de l'Europe un État bien organisé, capable d'assurer l'ordre et de maintenir la paix. Il ne semble pas, dans ces conditions, qu'on puisse reconnaître l'Ukraine comme un État indépendant. Quant à la Lithuanie, si on doit admettre la possibilité de reconnaître son autonomie, — et le Gouvernement polonais espère qu'elle le sera, — cet État de trois millions d'hommes devrait être réuni à la Pologne, car il n'est pas capable d'exister par lui-même. La Lithuanie pourrait donc être un État autonome, uni à la Pologne.

On peut craindre que tout ce qui resterait à l'Est de la Pologne ne devienne la proie de l'anarchie, car il n'existe pas dans ces régions à l'heure actuelle de Gouvernement capable d'assurer l'ordre. La Russie sera pour longtemps encore le pays le plus malheureux du monde, où le despotisme noir risque de succéder au despotisme rouge, car les partis modérés sont trop faibles et trop peu nombreux pour prendre le pouvoir et la masse de la population est trop indolente pour réagir.

M. CLEMENCEAU s'enquiert si quelqu'un demande la parole.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS remarque que l'exposé de M. Dmowski a été si clair et si complet qu'il répond à toutes les questions posées par les représentants des Puissances.